

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Iran/Participation de M.  
Le Drian à une réunion ministérielle  
avec M. Javad Zarif -  
Syrie/Situation humanitaire -  
Israël/Territoires palestiniens -  
Birmanie - Liberté de la presse -  
Nations unies/ Adoption d'une  
résolution pour la protection de la  
haute mer/Communiqué conjoint  
(Paris, 10 janvier 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et les réponses suivantes :

1 - Iran - Participation de M. Le Drian à une réunion ministérielle avec M. Javad Zarif (Bruxelles, 11 janvier 2018)

Une réunion aura lieu demain à Bruxelles entre les ministres des affaires étrangères français, britannique et allemand et leur homologue iranien, avec la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Cette réunion sera l'occasion pour les parties de réitérer leurs positions sur l'accord nucléaire iranien et de faire le point sur sa mise en oeuvre.

La France est déterminée à préserver l'accord de Vienne, qu'elle a contribué à rendre robuste pendant les négociations et à renforcer depuis la phase de mise en oeuvre. Cet accord nous engage, comme tous les pays qui l'ont conclu. Cela vaut pour le volet nucléaire - et l'Iran doit mettre en oeuvre rigoureusement ses engagements - comme pour le volet économique. Cet accord a également été reconnu par le conseil de sécurité des Nations unies comme la solution à une crise de plus de dix ans.

D'autres préoccupations, en dehors du nucléaire, doivent trouver des réponses.

Le programme balistique iranien n'est pas conforme à la résolution 2231 du conseil de sécurité et est un facteur de déstabilisation de la région. Les informations sur les transferts de missiles et une assistance de l'Iran à des pays et entités non étatiques de la région constituent une grave préoccupation. C'est pourquoi le programme balistique iranien doit être encadré. Nous appelons l'Iran à cesser les tirs de missiles balistiques non conformes et à répondre à l'offre de dialogue faite sur ce sujet. L'Union européenne devra également rester active sur ce sujet.

L'action de l'Iran dans la région, notamment en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen, doit également être discutée car elle suscite des tensions qui ne peuvent être ignorées.

La réunion de demain sera aussi l'occasion pour M. Jean-Yves Le Drian d'exprimer une nouvelle fois les préoccupations de la France, ainsi que sa volonté d'avoir un dialogue exigeant avec l'Iran sur chacun de ces sujets.

En outre, la France est vigilante sur le respect des droits et libertés du peuple iranien dans le contexte des manifestations qui ont eu lieu en Iran à partir du 28 décembre. C'est la position qu'a exprimée le président de la République, qui a été rappelée lors de la réunion du conseil de sécurité des Nations unies du 5 janvier à New York.

## 2 - Syrie - Situation humanitaire

La France condamne les bombardements intenses commis par l'aviation du régime de Bachar al-Assad et de ses alliés dans la région d'Idlib au cours des derniers jours, en particulier ceux qui ont visé la population civile et plusieurs hôpitaux. Nous rappelons que les attaques ciblant délibérément les centres de santé constituent une violation du droit international.

Nous exprimons notre vive préoccupation face à la crise humanitaire qui fait suite à cette nouvelle offensive aérienne et terrestre dans la région d'Idlib. Des dizaines de milliers de personnes ont été contraintes de fuir au cours des dernières semaines.

La France s'indigne que dans la Ghouta orientale, des centaines de milliers de civils vivent toujours en état de siège sous les assauts du régime de Bachar al-Assad, qui refuse une évacuation médicale d'urgence à des centaines de personnes, dont de nombreux enfants.

Nous demandons que les engagements pris à Astana soient respectés, afin que les violences cessent au plus vite. Un accès humanitaire sûr, complet et sans entrave à toutes les populations dans le besoin doit immédiatement être assuré.

Cette nouvelle dégradation de la situation dans plusieurs régions de Syrie souligne l'urgence d'une solution politique dans le cadre de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies.

## 3 - Israël/Territoires palestiniens

### - Assassinat d'un Israélien près de Havat Gilad

La France condamne l'attaque perpétrée hier soir près d'une colonie en Cisjordanie, qui a coûté

la vie à un Israélien.

Elle présente ses condoléances à la famille de la victime.

Q - Comment réagissez-vous aux mesures israéliennes interdisant aux ONG accusées de boycotter Israël d'entrer sur son territoire?

R - La position de la France sur le boycott est connue : elle prohibe le boycott d'Israël comme toute discrimination à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison notamment de leur origine ou de leur appartenance à un pays déterminé.

Sur cette base, nous souhaitons que les ONG puissent accéder au territoire israélien comme aux territoires palestiniens.

La France réaffirme son soutien au rôle de la société civile comme élément indispensable à toute démocratie. Elle appelle Israël, démocratie attachée au respect de la liberté et des droits fondamentaux, à s'abstenir de toute mesure qui entraverait la liberté d'expression et d'action de la société civile.

#### 4 - Birmanie - Liberté de la presse

La France exprime sa préoccupation après la détention et la mise en accusation de deux journalistes de l'agence de presse Reuters, MM. Wa Lone et Kyaw Soe Oo, qui risquent jusqu'à 14 ans de prison. Ils ont été arrêtés le 12 décembre 2017 alors qu'ils préparaient un reportage sur la situation dans l'Etat de l'Arakan.

Nous appelons au respect de leurs droits fondamentaux, à leur libération immédiate par les autorités birmanes et au libre accès des médias à l'Etat de l'Arakan.

La France réaffirme son engagement constant en faveur de la liberté de la presse et de la liberté d'expression partout dans le monde. Les journalistes doivent pouvoir exercer leur métier en toute liberté, sans crainte d'être intimidés ou arrêtés.

Le respect de ces libertés constitue l'un des fondements de toute société démocratique.

#### 5 - Nations unies - Adoption d'une résolution pour la protection de la haute mer - Communiqué conjoint

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté le 24 décembre 2017 la résolution 72/249 sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire, saluent l'adoption de cette résolution qui consacre dix années de travaux de la communauté internationale en faveur de la haute mer et s'inscrit dans la poursuite des engagements mondiaux pris en 2017 pour la protection du milieu marin.

Cette résolution va permettre dès 2018 l'ouverture de négociations en vue de l'adoption dans les meilleurs délais d'un accord international visant à assurer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les eaux internationales. L'accord devrait en particulier permettre la création d'aires marines protégées en haute mer, la réalisation d'études d'impacts sur les activités dans cette zone, la mise en place d'un système de partage des avantages sur les ressources génétiques marines au-delà des juridictions nationales et le renforcement de capacités des pays du Sud.

Cette décision est une reconnaissance de la nécessité de considérer les océans comme un milieu fragile, dont la protection relève de la responsabilité de tous et nécessite l'adoption de règles contraignantes opposables à tous. Ces mesures devront en particulier permettre que l'océan continue de jouer son rôle de régulateur climatique mondial. Elles devront aussi garantir une gestion plus durable des nombreuses ressources qu'offrent les océans.

La France a fait de la protection de la biodiversité en haute mer une priorité de sa politique étrangère, qu'elle promeut notamment dans le cadre de la négociation d'accords internationaux./.